

**DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES  
ET DES AFFAIRES JURIDIQUES**

Bureau du tourisme  
et des procédures environnementales et foncières  
Section des installations classées

Dossier n° 860045  
Opération n°2009/1150

**Arrêté n° 09-DRCTAJ/1-759  
mettant en demeure le syndicat TRIVALIS de cesser l'exploitation du centre  
d'enfouissement technique de l'Ile d'Yeu**

Le Préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement notamment son article L 514-1-I

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux centres de stockage de déchets non dangereux ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 mars 1986 autorisant l'exploitation d'un centre de stockage de déchets ménagers ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 décembre 2003 définissant les travaux de mise en conformité du site et fixant son échéance d'exploitation ;

VU la visite de l'inspection des installations classées en date du 25 septembre 2009 qui a constaté que l'exploitant continuait de mettre des ordures ménagères et assimilées dans l'alvéole de stockage contrairement aux dispositions l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 décembre 2003 qui l'interdisait à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009 ;

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 6 novembre 2009 ;

Considérant que la poursuite d'exploitation du centre d'enfouissement constitue une infraction aux conditions de mise en conformité du site par rapport à l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 susvisé, notamment la barrière passive géologique du site ;

Considérant la réponse de l'exploitant en date du 22 décembre 2009 sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 11 décembre 2009 ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée ;

**ARRETE**

**Article 1. Mise en demeure :**

Le syndicat TRIVALIS, dont le siège social est situé au 31 rue de l'Atlantique - BP 605 – 85015 la Roche-sur-Yon, est mise en demeure de respecter les échéances du présent arrêté pour son centre d'enfouissement technique de « La Pointe des Corbeaux » à l'Ile d'Yeu.

En application de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2003, l'exploitant :

- Sous **trois mois**, transmet au préfet le dossier de fin d'activité et de post-exploitation ;
- Sous **six mois**, cesse tout enfouissement de déchets sur son site, à l'exception de matériaux servant à la remise en état.

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées, dont un extrait est annexé au présent arrêté.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la mairie de l'Ile d'Yeu et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché en mairie de l'Ile d'Yeu pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de l'Ile d'Yeu. et envoyé à la préfecture - bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Vendée, la sous-préfète de l'arrondissement des Sables d'Olonne, le maire de l'Ile d'Yeu, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays-de-la-Loire, les inspecteurs des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La ROCHE-sur-YON, le 30 décembre 2009

Le Préfet,

Thierry LATASTE

## **CODE DE L'ENVIRONNEMENT** **(Partie Législative)**

### **Section 1 : Contrôle et sanctions administratifs**

#### **Article L514-1**

- I. - Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :
- 1° Obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites ; il est procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. Pour le recouvrement de cette somme, l'Etat bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts ;
  - 2° Faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;
  - 3° Suspendre par arrêté, après avis de la commission départementale consultative compétente, le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.
- II. - Les sommes consignées en application des dispositions du 1° du I peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures prévues aux 2° et 3° du I.
- III. - Lorsque l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative fait l'objet d'une opposition devant le juge administratif, le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il délègue, statuant en référé, peut, nonobstant cette opposition, à la demande du représentant de l'Etat ou de toute personne intéressée, décider que le recours n'est pas suspensif, dès lors que les moyens avancés par l'exploitant ne lui paraissent pas sérieux. Le président du tribunal statue dans les quinze jours de sa saisine.

#### **Article L514-2**

Lorsqu'une installation classée est exploitée sans avoir fait l'objet de la déclaration ou de l'autorisation requise par le présent titre, le préfet met l'exploitant en demeure de régulariser sa situation dans un délai déterminé en déposant, suivant le cas, une déclaration ou une demande d'autorisation. Il peut, par arrêté motivé, suspendre l'exploitation de l'installation jusqu'au dépôt de la déclaration ou jusqu'à la décision relative à la demande d'autorisation.

Si l'exploitant ne défère pas à la mise en demeure de régulariser sa situation ou si sa demande d'autorisation est rejetée, le préfet peut, en cas de nécessité, ordonner la fermeture ou la suppression de l'installation. Si l'exploitant n'a pas obtempéré dans le délai fixé, le préfet peut faire application des procédures prévues aux 1° et 2° du I de l'article L. 514-1.

Le préfet peut faire procéder par un agent de la force publique à l'apposition des scellés sur une installation qui est maintenue en fonctionnement soit en infraction à une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension prise en application de l'article L. 514-1, de l'article L. 514-7, ou des deux premiers alinéas du présent article, soit en dépit d'un arrêté de refus d'autorisation.